



Non aux bâillons!

Non à l'intimidation!

Une année est maintenant passée depuis l'élection du gouvernement conservateur majoritaire. Au regard des décisions prises par ce gouvernement depuis le 2 mai dernier, il y a tout lieu de craindre le pire pour l'avenir. Ce gouvernement a mis en place des pratiques parlementaires douteuses visant à imposer de multiples projets de loi qui heurtent non seulement nos droits, mais également nos valeurs et nos acquis démocratiques établis depuis une cinquantaine d'années au pays.

La récente annonce de fermeture de l'organisme *Droits et Démocratie*, qui relevait pourtant d'un comité parlementaire, est une illustration flagrante de la vision non démocratique de ce gouvernement. C'est pour cette raison que la coalition *Pas de démocratie sans voix* a choisi de manifester le 2 mai devant les bureaux de cet organisme, symbole par excellence de cette dérive.

Attaques à la liberté d'expression : une purge contre les voix dissidentes

Incapable de soutenir la critique, le gouvernement a muselé les contestations et les opinions contraires à son dogme idéologique, tout en rendant la mobilisation citoyenne difficile et en exerçant un contrôle de plus en plus grand sur le débat public. Il démontre de plus en plus une méfiance systématique à l'égard des contre-pouvoirs.

Plusieurs organisations de la société civile se sont montrés critiques envers le gouvernement et ont conséquemment vu leur financement coupé. Le gouvernement en est même venu à considérer les groupes environnementaux comme de potentiels groupes terroristes. Plusieurs fonctionnaires, incluant les scientifiques ou chercheurs, qui ont critiqué le gouvernement ont également été écartés du débat. Toute cette tension engendre un climat de peur et d'intimidation autour des prises de position publiques, qui a pour conséquence de restreindre la participation des groupes et des individus à de véritables débats démocratiques.

À la Chambre des communes, force est de constater que ce gouvernement ne tient absolument pas compte des avis des experts et des groupes de pression pour améliorer les projets de loi ou en indiquer les effets susceptibles de nuire à la santé démocratique du pays. La défense du bien commun est en danger.

Contrôle de l'information

Le gouvernement conservateur contrôle l'information et voit le savoir comme un obstacle pour ses prises de décision autoritaires et arbitraires. Il limite les rencontres de ses ministres avec les journalistes et contrôle leur message. L'accès aux documents gouvernementaux est de plus en plus complexe et le gouvernement fait preuve d'un clientélisme inégalé dans le passé. Il fait des calculs politiques, contrôle tous les messages livrés à la population et en dit le minimum lorsque des situations compromettantes se déroulent.

Attaques aux droits : des impacts désastreux

En termes de respect des droits de la personne, contrairement à la réputation qu'il s'était forgé à l'international, le gouvernement a un bilan désastreux. La liste est longue, mais pensons seulement à la volonté d'accéder aux données personnelles des citoyens sur internet; au refus de rapatrier Omar Khadr malgré les avis des tribunaux canadiens; à l'alignement inconditionnel sur les positions israéliennes dans le conflit israélo-palestinien; aux restrictions de déplacements aux personnes transgenre; au refoulement des réfugiés ou aux déclarations publiques du Premier ministre en faveur de la peine de mort.

Les politiques conservatrices visent à changer radicalement le visage politique du Canada. Elles tiennent trop souvent d'une certaine droite religieuse, ce qui heurte de plein fouet les valeurs québécoises. Au nom de la sécurité, le gouvernement n'hésite pas à durcir les politiques de l'immigration et à affaiblir le rôle du Canada dans la lutte au racisme et à la discrimination.

Il criminalise les jeunes contrevenants, adopte des peines minimales, détruit le registre des armes à feu, ne respecte pas ses engagements en matière d'environnement et impose des politiques sociales régressives. Toutes ces mesures ne manqueront pas de grever les ressources de l'État québécois et d'affecter sa capacité à faire face à ses propres engagements.

Agir pour le bien commun : une réponse concertée s'impose !

Le Québec ne peut pas se payer le luxe d'attendre la fin du mandat des conservateurs avant d'agir, car ils ne s'arrêteront pas là. La démocratie ne s'exprime pas uniquement par le bulletin de vote, mais aussi, et surtout, par nos actions quotidiennes.

Au cours des prochaines semaines, il faudra notamment :

- bloquer le projet de loi C-30 qui laisserait le gouvernement s'introduire dans notre vie privée, sous prétexte de protéger les enfants des cyber-prédateurs;
- protéger le droit d'association et d'organisation des groupes;
- lutter pour maintenir le droit à l'avortement;
- protéger les droits des travailleurs et des travailleuses;
- soutenir les groupes qui réclament plus de justice sociale et des ressources suffisantes;
- suivre de près le dossier des appels frauduleux lors des dernières élections;
- limiter les coupures contre-productives sur le plan social et économique faites au profit d'une militarisation accrue.

La coalition invite la population québécoise à dénoncer ces situations partout où cela est possible (députés, médias, réseaux d'éducation, etc.) et être solidaire des luttes des différents groupes qui s'élèvent contre ces pratiques inacceptables.

Ont signé, en tant que membres de la coalition Pas de démocratie sans voix:

Michel Arsenault, président, FTQ

Michèle Asselin, coordonnatrice, CISO

Louise Chabot, 1^{ère} vice-présidente, CSQ

Steve Foster, président-directeur général, CQGL

Élisabeth Garant, directrice, CJF

Normand Gilbert, RQ-ACA

Michel Lambert, Alternatives

Jacques Létourneau, 1^{er} vice-président, CSN

Gervais L'Heureux, directeur, AQOCI

Dominique Peschard, président, Ligue des droits et libertés